

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Colomban

Code géographique : 75005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Suzanne Rainville, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Colomban pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-07

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la VILLE DE SAINT-COLOMBAN et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le Ville n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2015 et 2014 à l'état consolidé de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers consolidés de la Ville :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation / (Diminution)	
	2015	2014
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	1 267 539 \$	1 452 427 \$
Excédent accumulé		
- Excédent de fonctionnement non affecté	(18 424)\$	(15 586)\$
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	1 267 539 \$	1 452 427 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(184 888)\$	(180 286)\$
Remboursement de la dette à long terme	(166 464)\$	(164 700)\$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	(18 424)\$	(15 586)\$

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINT-COLOMBAN au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINT-COLOMBAN inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers de la VILLE DE SAINT-COLOMBAN pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 7 juillet 2015.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

Catherine Millette, CPA auditrice, CA
Saint-Jérôme

DATE 2016-06-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	11 617 955	11 953 100	12 506 518			12 484 273
Compensations tenant lieu de taxes	2	144 014	114 060	100 505			100 505
Quotes-parts	3					95 938	
Transferts	4	758 931	686 160	722 495		9 498	731 993
Services rendus	5	354 507	645 190	412 915		303 883	566 626
Imposition de droits	6	1 180 432	1 292 630	1 128 304			1 128 304
Amendes et pénalités	7	165 998	180 000	166 330			166 330
Intérêts	8	178 421	172 000	169 484			169 484
Autres revenus	9	821	35 000	116		2 138	2 254
	10	14 401 079	15 078 140	15 206 667		411 457	15 349 769
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					2 953	
Transferts	13	105 787		28 511		36 011	64 522
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	312 725		427 467		12 338	439 805
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	418 512		455 978		51 302	504 327
	18	14 819 591	15 078 140	15 662 645		462 759	15 854 096
Charges							
Administration générale	19	2 085 488	2 109 800	2 175 201	99 286	63 423	2 315 665
Sécurité publique	20	2 981 146	3 195 860	3 061 423	123 425		3 184 848
Transport	21	3 701 542	3 651 510	3 440 502	1 670 135		5 110 637
Hygiène du milieu	22	1 078 090	1 438 820	1 378 995	106 645		1 485 640
Santé et bien-être	23	4 154	4 500	4 161			4 161
Aménagement, urbanisme et développement	24	626 366	526 980	534 205	7 781		483 708
Loisirs et culture	25	2 213 897	2 147 620	2 316 060	358 321	121 145	2 604 741
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	400 779	453 500	398 657		111 754	510 411
Amortissement des immobilisations	28	2 214 644		2 365 593	(2 365 593)		
	29	15 306 106	13 528 590	15 674 797		296 322	15 699 811
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(486 515)	1 549 550	(12 152)		166 437	154 285

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(486 515)	1 549 550	(12 152)	166 437	154 285
Moins: revenus d'investissement	2	(418 512)	()	(455 978)	(51 302)	(504 327)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(905 027)	1 549 550	(468 130)	115 135	(350 042)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 214 644		2 365 593	17 104	2 382 697
Produit de cession	5				294	294
(Gain) perte sur cession	6				(294)	(294)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 214 644		2 365 593	17 104	2 382 697
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10	1 046				
	11	1 046				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 016				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 234 054)	(1 591 150)	(1 387 671)	(74 801)	(1 462 472)
	18	(1 233 038)	(1 591 150)	(1 387 671)	(74 801)	(1 462 472)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(269 488)	(65 600)	(155 496)	(15 132)	(173 581)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	49 460				
Excédent de fonctionnement affecté	21	210 350	257 430	257 430		257 430
Réserves financières et fonds réservés	22	(143 963)	(150 230)	(132 925)	177	(132 748)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	34 034		16 379		16 379
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(119 607)	41 600	(14 612)	(14 955)	(32 520)
	26	863 045	(1 549 550)	963 310	(72 652)	887 705
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(41 982)		495 180	42 483	537 663

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	418 512			455 978	51 302	504 327
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(406 682)	(600 000)	(706 578)	()	()	(706 578)
Sécurité publique	3	(78 181)	(45 000)	(60 712)	()	()	(60 712)
Transport	4	(1 650 441)	(913 000)	(953 085)	()	()	(953 085)
Hygiène du milieu	5	()	()	(9 711)	()	()	(9 711)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(20 000)	(56 087)	()	()	(56 087)
Loisirs et culture	8	(363 818)	(650 000)	(871 797)	(105 083)	()	(976 880)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(2 499 122)	(2 228 000)	(2 657 970)	(105 083)	()	(2 763 053)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(2 004)	()	(69 601)	()	()	(69 601)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 504 154		1 200 000			1 200 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	269 488	65 600	155 496	15 132		173 581
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	506 316					
Excédent de fonctionnement affecté	16			282 515			282 515
Réserves financières et fonds réservés	17	239 699		636 773			636 773
	18	1 015 503	65 600	1 074 784	15 132		1 092 869
	19	2 018 531	(2 162 400)	(452 787)	(89 951)		(539 785)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 437 043	(2 162 400)	3 191	(38 649)		(35 458)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(486 515)	1 549 550	(12 152)	166 437	154 285
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(2 499 122)	(2 228 000)	(2 657 970)	(105 083)	(2 763 053)
Produit de cession	3				294	294
Amortissement	4	2 214 644		2 365 593	17 104	2 382 697
(Gain) perte sur cession	5				(294)	(294)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(284 478)	(2 228 000)	(292 377)	(87 979)	(380 356)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(958)		(69 601)		(69 601)
Variation des stocks de fournitures	9	154 384		1 598	(404)	1 194
Variation des autres actifs non financiers	10	(12 594)		23 021	8 676	31 697
	11	140 832		(44 982)	8 272	(36 710)
	12	(630 161)	(678 450)	(349 511)	86 730	(262 781)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(630 161)	(678 450)	(349 511)	86 730	(262 781)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(9 615 622)		(11 161 428)	(1 967 039)	(13 128 467)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(915 645)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(10 531 267)		(11 161 428)	(1 967 039)	(13 128 467)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(11 161 428)		(11 510 939)	(1 880 309)	(13 391 248)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 470 325	3 916 975	12 596	3 929 571
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	4 185 818	3 048 647	90 304	3 104 852
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	8 656 143	6 965 622	102 900	7 034 423
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			1 574	1 574
Emprunts temporaires (note 10)	11			82 763	82 763
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	3 847 227	3 082 122	74 631	3 122 654
Revenus reportés (note 12)	13	1 178 144	791 939	3 731	795 670
Dette à long terme (note 13)	14	14 792 200	14 602 500	1 820 510	16 423 010
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	19 817 571	18 476 561	1 983 209	20 425 671
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(11 161 428)	(11 510 939)	(1 880 309)	(13 391 248)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	41 013 253	41 305 635	513 596	41 819 231
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	273 101	342 702	1 925 000	2 267 702
Stocks de fournitures	20	37 586	35 987	763	36 750
Autres actifs non financiers (note 17)	21	162 223	139 202	4 353	143 555
	22	41 486 163	41 823 526	2 443 712	44 267 238
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 421 283	2 242 305	(20 094)	2 222 211
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 073 505	816 075	2 644	818 719
Réserves financières et fonds réservés	25	927 683	923 835	26 072	949 907
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(78 145)	(94 525)	()	(94 525)
Financement des investissements en cours	27	(1 149 886)	(1 255 052)	(62 584)	(1 317 636)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	27 130 295	27 679 949	617 365	28 297 314
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	30 324 735	30 312 587	563 403	30 875 990

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(486 515)	(12 152)	166 437	154 285
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 214 644	2 365 593	17 104	2 382 697
Autres					
- Gain sur cession	3			(294)	(294)
-	4				
	5	1 728 129	2 353 441	183 247	2 536 688
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	655 797	1 137 170	(50 471)	1 060 798
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(413 001)	(765 105)	(34 433)	(773 637)
Revenus reportés	9	50 132	(386 205)	(210)	(386 415)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	(958)	(69 601)		(69 601)
Stocks de fournitures	12	154 384	1 599	(404)	1 195
Autres actifs non financiers	13	(12 594)	23 021	8 676	31 697
	14	2 161 889	2 294 320	106 405	2 400 725
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(2 499 122)	(2 657 970)	(105 083)	(2 763 053)
Produit de cession	16			294	294
	17	(2 499 122)	(2 657 970)	(104 789)	(2 762 759)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	3 504 154	1 200 000		1 200 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 233 038)	(1 389 700)	(74 801)	(1 464 501)
Variation nette des emprunts temporaires	26			62 148	62 148
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27			654	654
Autres					
-	28				
-	29				
	30	2 271 116	(189 700)	(11 999)	(201 699)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 933 883	(553 350)	(10 383)	(563 733)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	2 536 442	4 470 325	21 405	4 491 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	4 470 325	3 916 975	11 022	3 927 997

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Rémunération	1	3 351 788	3 544 540	3 568 133	65 585	3 633 718
Charges sociales	2	620 596	689 910	684 442	12 628	697 070
Biens et services	3	7 574 983	7 923 429	7 723 216	89 251	7 640 050
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	365 602	420 000	360 433	111 754	472 187
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	35 177	33 500	38 224		38 224
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	833 241	826 411	826 410		727 519
Autres	10					
Autres organismes	11	86 671	90 800	93 655		93 655
Amortissement des immobilisations	12	2 214 644		2 365 593	17 104	2 382 697
Autres						
- Autres	13	223 404				
- Créances douteuses	14			14 691		14 691
-	15					
	16	15 306 106	13 528 590	15 674 797	296 322	15 699 811

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	11 953 100	12 484 273	11 596 240
Compensations tenant lieu de taxes	2	114 060	100 505	144 014
Quotes-parts	3			7 568
Transferts	4	686 160	796 515	891 280
Services rendus	5	645 190	566 626	488 250
Imposition de droits	6	1 292 630	1 128 304	1 180 432
Amendes et pénalités	7	180 000	166 330	165 998
Intérêts	8	172 000	169 484	178 421
Autres revenus	9	285 000	442 059	313 546
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	15 328 140	15 854 096	14 965 749
Charges				
Administration générale	12	2 109 800	2 315 665	2 372 108
Sécurité publique	13	3 195 860	3 184 848	3 106 496
Transport	14	3 651 510	5 110 637	5 310 031
Hygiène du milieu	15	1 438 820	1 485 640	1 172 719
Santé et bien-être	16	4 500	4 161	4 154
Aménagement, urbanisme et développement	17	526 980	483 708	576 190
Loisirs et culture	18	2 147 620	2 604 741	2 485 672
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	453 500	510 411	524 149
	21	13 528 590	15 699 811	15 551 519
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 799 550	154 285	(585 770)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		31 711 573	32 223 115
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(989 868)	(915 645)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		30 721 705	31 307 470
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		30 875 990	30 721 700

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget	Réalizations	
		2015	2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 799 550	154 285	(585 770)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	2 763 053 ) (	2 545 554)
Produit de cession	3		294	
Amortissement	4		2 382 697	2 297 324
(Gain) perte sur cession	5		(294)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			132 392
	7		(380 356)	(115 838)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(69 601)	(958)
Variation des stocks de fournitures	9		1 194	154 553
Variation des autres actifs non financiers	10		31 697	(15 048)
	11		(36 710)	138 547
	12	1 799 550	(262 781)	(563 061)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 799 550	(262 781)	(563 061)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(13 128 467)	(11 649 761)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(915 645)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(13 128 467)	(12 565 406)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(13 391 248)	(13 128 467)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 929 571	4 491 730
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	3 104 852	4 165 651
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	7 034 423	8 657 381
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 574	
Emprunts temporaires (note 10)	11	82 763	20 615
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	3 122 654	3 896 291
Revenus reportés (note 12)	13	795 670	1 182 085
Dette à long terme (note 13)	14	16 423 010	16 686 857
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	20 425 671	21 785 848
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(13 391 248)	(13 128 467)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	41 819 231	43 363 870
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 267 702	273 101
Stocks de fournitures	20	36 750	37 944
Autres actifs non financiers (note 17)	21	143 555	175 252
	22	44 267 238	43 850 167
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	30 875 990	30 721 700

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	154 285	(585 770)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 382 697	2 297 324
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(294)	
- Réduction de valeur	4		132 392
	5	2 536 688	1 843 946
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 060 798	634 952
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(773 637)	(403 869)
Revenus reportés	9	(386 415)	53 766
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(69 601)	(958)
Stocks de fournitures	12	1 195	154 553
Autres actifs non financiers	13	31 697	(15 048)
	14	2 400 725	2 267 342
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 763 053)	(2 545 554)
Produit de cession	16	294	
	17	(2 762 759)	(2 545 554)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	1 200 000	3 508 277
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 464 501)	(1 299 919)
Variation nette des emprunts temporaires	26	62 148	13 615
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	654	667
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(201 699)	2 222 640
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(563 733)	1 944 428
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 491 730	2 547 302
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	3 927 997	4 491 730

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Colomban a été constituée le 1er juillet 1855 conformément aux dispositions du Code municipal du Québec (L.R.Q., c.C-27.1). Le 3 novembre 2010, à la suite du décret du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, le nom de la municipalité a été changé de la Municipalité de Saint-Colomban à Ville de Saint-Colomban. La Ville est dorénavant régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés de l'organisme contrôlé faisant partie de son périmètre comptable, soit la Société de gestion de Saint-Colomban, et du partenariat auquel elle participe, soit la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord. Cette consolidation se fait ligne par ligne de façon intégrale dans le cas de l'organisme contrôlé et de façon proportionnelle dans le cas du partenariat. Les soldes interorganismes sont éliminés. Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 11,75 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 11,51 % en début d'exercice à 11,75 % à la fin de l'exercice. Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Société de gestion de Saint-Colomban est de 100 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisation sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures :	15,20 et 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Véhicules :	10,15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	10, 15 et 20 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****F) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 894 574	1 726 638
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 050 969	975 074
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	65 626	49 571
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 143 164	1 463 031
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	123 764	202 129
Organismes municipaux	8	265 707	958 623
Autres			
- Droits de mutation immobilière	9	296 552	439 931
- Autres	10	159 070	77 292
	11	3 104 852	4 165 651
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	634 113	636 142
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	634 113	636 142
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 154 946	137 716
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>154 946</u>	<u>137 716</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note

10. Emprunts temporaires

Ville de Saint-Colomban

La Ville dispose d'une marge de crédit non garantie, d'un montant autorisé de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, qui était de 3 % en fin d'exercice, renouvelable annuellement.

Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord

La Régie dispose de deux crédits bancaires à court terme de 436 211 \$ et de 183 255 \$ respectivement. Ces emprunts temporaires portent intérêts au taux de 2,7 % et sont renouvelable annuellement. La Régie dispose également d'un crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière et est renouvelable annuellement.

Société de gestion de Saint-Colomban

La Société de gestion dispose d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 25 000 \$, sans garantie, porte intérêt au taux préférentiel, qui était de 3 % en fin d'exercice, majoré de 1 % et est renouvelable le 28 février 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	731 184	1 816 475
Salaires et avantages sociaux	38	565 698	407 177
Dépôts et retenues de garantie	39	1 605 614	1 557 765
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Taxes à remettre	43	90 197	5 063
- Organismes municipaux	44	23 654	5 110
- Intérêts courus sur dette LT	45	99 634	101 498
- Frais courus	46	6 673	3 203
-	47		
	48	3 122 654	3 896 291

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	69 000	49 510
Transferts	50		
Autres			
- Travaux promoteurs	51	91 623	138 761
- FPTJ et autres	52	635 047	993 814
	53	795 670	1 182 085

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,09	6,40	2016	2039	54	16 423 732	16 688 233
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	16 423 732	16 688 233
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(722)	(1 376)
					64	16 423 010	16 686 857

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>		
2016	65	73	1 570 242	81	90	98
2017	66	74	1 600 113	82	91	99
2018	67	75	1 773 942	83	92	100
2019	68	76	1 484 302	84	93	101
2020	69	77	1 435 953	85	94	102
2021 et +	70	78	8 559 180	86	95	103
	71	79	16 423 732	87	96	104
Intérêts et frais accessoires				88		105
	72	80	16 423 732	89	97	106

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(10 209 269)	(9 710 899)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(1 301 670)	(1 450 529)
Autres	109	(1 880 309)	(1 967 039)
	110	(13 391 248)	(13 128 467)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	2 283 982	139	58 742	166	(179 102)	193	2 521 826
Eaux usées	112		140		167		194	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	37 120 481	141	1 073 709	168	(488 315)	195	38 682 505
Autres	114	4 242 449	142	828 202	169	499 105	196	4 571 546
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	9 392 125	144	122 051	171	2 269 608	198	7 244 568
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	2 997 381	146	272 595	173		200	3 269 976
Ameublement et équipement de bureau	119	1 067 710	147	26 033	174	(12 413)	201	1 106 156
Machinerie, outillage et équipement divers	120	1 842 620	148	48 823	175	3 590	202	1 887 853
Terrains	121	1 066 237	149	7 313	176	100 000	203	973 550
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>60 012 985</u>	151	<u>2 437 468</u>	178	<u>2 192 473</u>	205	<u>60 257 980</u>
Immobilisations en cours	124	<u>2 597 922</u>	152	<u>325 585</u>	179		206	<u>2 923 507</u>
	125	<u>62 610 907</u>	153	<u>2 763 053</u>	180	<u>2 192 473</u>	207	<u>63 181 487</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	568 653	154	62 311	181		208	630 964
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	12 290 291	156	1 539 363	183	(384 452)	210	14 214 106
Autres	129	1 524 420	157	206 266	184	433 124	211	1 297 562
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 364 565	159	187 992	186	217 494	213	1 335 063
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 606 059	161	167 147	188		215	1 773 206
Ameublement et équipement de bureau	134	761 523	162	93 192	189	71 930	216	782 785
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 131 526	163	126 426	190	(70 618)	217	1 328 570
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>19 247 037</u>	165	<u>2 382 697</u>	192	<u>267 478</u>	219	<u>21 362 256</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>43 363 870</u>					220	<u>41 819 231</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	48 302	224		226		228	48 302
Amortissement cumulé	222	(10 868)	225	(2 415)	227	()	229	(13 283)
Valeur comptable nette	223	<u>37 434</u>					230	<u>35 019</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	342 702	273 101
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	1 925 000	
	234	2 267 702	273 101
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 267 702	273 101

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	59 948	58 335
Frais reportés			
- Frais d'émission reportés	238	83 607	116 917
-	239		
	240	143 555	175 252

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et des matières recyclables, d'enfouissement des ordures et de triage des matières recyclables, la Ville s'est engagée jusqu'en 2020. Le solde de ces engagements s'établit à 7 933 574 \$ au 31 décembre 2015. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2016	-	2 083 274 \$
2017	-	2 176 542 \$
2018	-	1 713 167 \$
2019	-	1 246 910 \$
2020	-	713 681 \$

De plus, la Ville a signé une entente en 2007 avec la Ville de Mirabel relativement à la fourniture de services de police à partir de mai 2008, pour une durée de dix (10) ans, renouvelable par période de cinq (5) ans.

Le coût de cet engagement est basé sur les dépenses totales du service de police, calculé au prorata de la population et de la richesse foncière uniformisée respective des villes.

La régie s'est engagée par contrat de bail jusqu'en septembre 2018. Le solde de cet engagement s'établit à 53 055 \$ dont 6 231 \$ appartient à la Ville. Les paiements exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2016	-	1 687 \$
2017	-	2 077 \$
2018	-	2 467 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville de Saint-Colomban a cautionné pour un montant de 50 000 \$ auprès d'une institution financière relativement à un emprunt bancaire de la Maison des jeunes de Saint-Colomban ayant été octroyé en mai 2007. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2015 s'établit à 32 080 \$. La Ville estime que la probabilité d'avoir à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Ville fait face à des poursuites relativement à des règlements d'urbanisme et des procédures d'expropriation. Le montant des réclamations connues à ce jour totalise 8 400 000 \$. Ces poursuites sont actuellement à l'étude par la firme d'avocats mandatée par la Ville. La direction de la Ville croit au bien fondé de sa défense. Aucune provision ne figure aux états financiers relativement à ces poursuites.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la comptabilisation et la présentation de certains revenus et fonds réservés ont été corrigés. Ainsi, les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2014 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014

Revenus reportés	989 873 \$
Excédent accumulé	
- Fonds réservé	(989 873)\$

État consolidé des résultats au 31 décembre 2014

Contributions des promoteurs	(237 963)\$
Charges - Loisirs et culture	163 735 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(74 228)\$
Excédent accumulé au 1er janvier 2014	(915 645)\$
Excédent accumulé au 31 décembre 2014	(989 873)\$

État consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) au 31 décembre 2014

Actifs nets (dette nette) au 1er janvier 2014	(915 645)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(74 228)\$
Actifs financiers nets (dette nette) au 31 décembre 2014	(989 873)\$

État consolidé de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Autres revenus	237 963 \$
Affectations - Réserve	(237 963)\$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	- \$

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques. L'organisme contrôlé par la Société de gestion de Saint-Colomban est exclu du budget consolidé puisqu'il n'a pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

22. Instruments financiers

S.O

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 3 929 571	4 491 730
Découvert bancaire	242 (1 574)	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 3 927 997	4 491 730
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 222 211	2 421 283
Excédent de fonctionnement affecté	2 818 719	1 013 570
Réserves financières et fonds réservés	3 949 907	953 933
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (94 525 ) (	78 145)
Financement des investissements en cours	5 (1 317 636)	(1 173 821)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 28 297 314	27 584 880
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 30 875 990	30 721 700
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 242 305	2 421 283
Organismes contrôlés	10 (20 094)	11
	11 2 222 211	2 421 283
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Réseau routier	12 816 075	816 075
- Budget 2015	13	257 430
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 816 075	1 073 505
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Régie Parc Régional RDN	22 2 644	993
- Société de gestion St-Colomban	23	(60 928)
-	24	
	25 2 644	(59 935)
	26 818 719	1 013 570
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Amélioration réseau d'aqueduc	27 52 719	61 733
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 52 719	61 733
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 558 556	508 391
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 337 910	382 394
Financement des activités de fonctionnement	38 722	1 415
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 897 188	892 200
	46 949 907	953 933

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
- Subvention bibliothèque	59 (87 867) ()	(70 467)
- Intérêts courus	60 (6 658) ()	(7 678)
	61 (94 525) ()	(78 145)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (94 525) ()	(78 145)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 419 363	181 751
Investissements à financer	66 (1 736 999) ()	(1 355 572)
	67 (1 317 636)	(1 173 821)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 41 819 231	43 363 870
Propriétés destinées à la revente	69 2 267 702	273 101
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 44 086 933	43 636 971
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 16 423 010	16 686 857
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 722	1 376
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (634 113) ()	(636 142)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 15 789 619	16 052 091
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 15 789 619	16 052 091
	82 28 297 314	27 584 880

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

En vertu du régime de retraite contributif à cotisations déterminées, les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents. Le régime a été créé le 1er janvier 1991 et est régi par la Loi des régimes complémentaires de rentes du Québec et les règlements y afférents. Les prestations aux salariés sont établies d'après le montant de cotisation à leur crédit.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>154 946</u>	<u>137 716</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	14 803 828
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 317 637
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	634 113
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 301 670
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 185 682
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	14 185 682
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	379 918
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	14 565 600
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	14 565 600
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	9 230 660	9 688 432	9 666 187	9 203 261
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 200 860	1 283 557	1 283 557	1 196 451
Activités de fonctionnement	3				8 612
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	30 000	29 849	29 849	30 033
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	10 461 520	11 001 838	10 979 593	10 438 357
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	149 430	150 336	150 336	148 258
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	610 550	634 314	634 314	607 588
Autres					
-Terrains vacants	14	164 080	134 912	134 912	150 785
-Rue des Mésanges	15	5 850	5 844	5 844	5 844
-Contrôle insectes piqueurs	16	304 000	302 604	302 604	2 643
Centres d'urgence 9-1-1	17	48 000	51 063	51 063	54 591
Service de la dette	18	209 670	225 607	225 607	188 174
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	1 491 580	1 504 680	1 504 680	1 157 883
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	1 491 580	1 504 680	1 504 680	1 157 883
	26	11 953 100	12 506 518	12 484 273	11 596 240

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	19 680	20 588	25 665
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	93 000	78 522	116 971
	35	112 680	99 110	142 636
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 380	1 395	1 378
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 380	1 395	1 378
	40	114 060	100 505	144 014
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	114 060	100 505	144 014

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			128 858
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	303 580	274 894	274 894
Enlèvement de la neige	58			271 571
Autres	59	2 400		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	125 000	134 124	134 124
Tri et conditionnement	73			259 169
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		13 837	13 837
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	69 830	93 403	102 901
Activités culturelles				97 270
Bibliothèques	87	29 220	29 219	29 219
Autres	88			14 526
Réseau d'électricité	89			
	90	530 030	545 477	554 975
				771 394

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	28 511	64 522	119 886
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	28 511	64 522	119 886

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	156 130	177 018	177 018
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	156 130	177 018	177 018
TOTAL DES TRANSFERTS	139	686 160	751 006	796 515
				891 280

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	20 000	19 791	19 791
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	20 000	19 791	17 999
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 500	14 745	14 745
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	13 500	14 745	15 192
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	33 500	34 536	34 536
				33 191

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	28 250	27 503	132 791	115 140
Sécurité publique	183	48 890	20 179	20 179	3 901
Transport					
Réseau routier	184	6 000	2 086	2 086	2 697
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	5 250	1 879	1 879	3 586
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	288 000	80 624	80 624	71 313
Loisirs et culture	193	235 300	246 108	294 531	258 422
Réseau d'électricité	194				
	195	611 690	378 379	532 090	455 059
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	645 190	412 915	566 626	488 250
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	187 630	163 408	163 408	153 797
Droits de mutation immobilière	198	1 105 000	964 896	964 896	1 026 635
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	1 292 630	1 128 304	1 128 304	1 180 432
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	180 000	166 330	166 330	165 998
INTÉRÊTS	203	172 000	169 484	169 484	178 421
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			294	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	35 000	100	100	411
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209			3 616	
Autres contributions	210			9 077	
Autres	211		427 483	428 972	313 135
	212	35 000	427 583	442 059	313 546

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	233 850	223 263		223 263	223 263	232 015
Application de la loi	2	47 250	43 177		43 177	43 177	40 841
Gestion financière et administrative	3	1 310 100	1 359 271	99 286	1 458 557	1 499 735	1 609 113
Greffe	4	307 250	281 903		281 903	281 903	304 822
Évaluation	5	191 350	191 340		191 340	191 340	165 531
Gestion du personnel	6	20 000	76 247		76 247	76 247	19 786
Autres	7						
	8	2 109 800	2 175 201	99 286	2 274 487	2 315 665	2 372 108
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 424 240	2 285 557		2 285 557	2 285 557	2 203 866
Sécurité incendie	10	743 860	754 996	123 425	878 421	878 421	879 054
Sécurité civile	11	13 760	9 128		9 128	9 128	9 094
Autres	12	14 000	11 742		11 742	11 742	14 482
	13	3 195 860	3 061 423	123 425	3 184 848	3 184 848	3 106 496
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 740 040	1 731 322	1 648 417	3 379 739	3 706 137	3 453 498
Enlèvement de la neige	15	1 465 820	1 259 273		1 259 273	1 259 273	1 418 778
Éclairage des rues	16	69 000	72 883	21 718	94 601	94 601	127 022
Circulation et stationnement	17	50 250	50 626		50 626	50 626	41 089
Transport collectif							
Transport en commun	18	326 400	326 398		326 398		269 644
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 651 510	3 440 502	1 670 135	5 110 637	5 110 637	5 310 031

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	121 580	136 372	106 645	243 017	239 375
Réseau de distribution de l'eau potable	24	21 630	24 717		24 717	16 381
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	371 710	358 826		358 826	336 574
Élimination	28	243 770	246 381		246 381	251 970
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	184 910	172 785		172 785	171 563
Tri et conditionnement	30	32 920	32 731		32 731	30 690
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	13 270	6 083		6 083	19 945
Autres	34	33 980	30 543		30 543	4 174
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	415 050	370 557		370 557	102 047
Autres	39					
	40	1 438 820	1 378 995	106 645	1 485 640	1 172 719
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 500	4 161		4 161	4 154
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	4 500	4 161		4 161	4 154
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	496 980	529 029	7 781	536 810	568 056
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	30 000	5 176		5 176	7 088
Autres	51					1 046
	52	526 980	534 205	7 781	541 986	576 190

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	35 600	34 500		34 500	34 500	18 340
Patinoires intérieures et extérieures	54	28 350	26 154		26 154	26 154	47 991
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 950	12 081		12 081	12 081	15 378
Parcs et terrains de jeux	56	1 004 260	1 126 908	321 699	1 448 607	1 448 607	1 274 132
Parcs régionaux	57	99 630	99 624		99 624	121 879	113 354
Expositions et foires	58	93 340	104 422		104 422	104 422	99 464
Autres	59	241 100	249 028		249 028	249 028	234 060
	60	1 507 230	1 652 717	321 699	1 974 416	1 996 671	1 802 719
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	563 480	579 079	36 622	615 701	523 806	601 865
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	31 710	31 702		31 702	31 702	38 955
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	45 200	52 562		52 562	52 562	42 133
	66	640 390	663 343	36 622	699 965	608 070	682 953
	67	2 147 620	2 316 060	358 321	2 674 381	2 604 741	2 485 672
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	420 000	360 433		360 433	471 465	488 972
Autres frais	70					722	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	33 500	38 224		38 224	38 224	35 177
	73	453 500	398 657		398 657	510 411	524 149
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74			2 365 593	(2 365 593)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la VILLE DE SAINT-COLOMBAN (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

Catherine Millette, CPA auditrice, CA
Saint-Jérôme

DATE 2016-06-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	12 506 518
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	12 506 518

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	12 506 518
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>12 506 518</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	32 655		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	51 063		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>83 718</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>12 422 800</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 394 765 000</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 403 361 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 399 063 250</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 422 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 399 063 250</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			4 179
Usines de traitement de l'eau potable	2	390 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	340 000	1 454 770	851 820
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	35 000		
Aires de stationnement	9	200 000		
Parcs et terrains de jeux	10	408 000	323 166	8 177
Autres infrastructures	11		488 801	495 181
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	37 000		254 994
Édifices communautaires et récréatifs	14	150 000	45 182	214 180
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	313 000	272 017	289 951
Ameublement et équipement de bureau	18	20 000	25 682	117 083
Machinerie, outillage et équipement divers	19	235 000	48 352	264 430
Terrains	20	100 000		45 559
Autres	21			
	22	2 228 000	2 657 970	2 763 053
				2 545 554

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			384 340
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			4 179
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		2 266 737	2 296 582
Autres immobilisations	33		391 233	466 471
	34		2 657 970	2 763 053
				2 545 554

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 688 233	1 200 000	1 464 501	16 423 732
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	16 688 233	1 200 000	1 464 501	16 423 732
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 588 298		85 514	1 502 784
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	13 013 264	1 200 000	1 228 099	12 985 165
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 601 562	1 200 000	1 313 613	14 487 949
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	636 142		2 029	634 113
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	636 142		2 029	634 113
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	636 142		2 029	634 113
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	1 450 529		148 859	1 301 670
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 086 671		150 888	1 935 783
	26	16 688 233	1 200 000	1 464 501	16 423 732
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	16 688 233	1 200 000	1 464 501	16 423 732

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014	
Administration générale					
Application de la loi	1	132 299	132 299	132 299	173 754
Évaluation	2	191 340	191 340	191 340	165 531
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	326 399	326 398	326 398	269 644
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	45 047	45 047	45 047	
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				58 580
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				13 423
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	99 624	99 624	733	16 598
Activités culturelles	23	31 702	31 702	31 702	38 955
Réseau d'électricité					
	24				
	25	826 411	826 410	727 519	736 485

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	15,00	37,50	1 007 704	198 902	1 206 606
Professionnels	2					
Cols blancs	3	24,00	37,50	1 000 542	219 092	1 219 634
Cols bleus	4	31,00	40,00	1 147 068	231 139	1 378 207
Policiers	5					
Pompiers	6	27,00	3,00	238 032	23 894	261 926
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	97,00		3 393 346	673 027	4 066 373
Élus	9	7,00		174 787	11 415	186 202
	10	104,00		3 568 133	684 442	4 252 575

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	722 495	28 511			751 006
	17	722 495	28 511			751 006

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	43 177	27		53	43 177	79		105	43 177	131
Évaluation	2	191 340	28		54	191 340	80		106	191 340	132
Autres	3	1 940 684	29	99 286	55	2 039 970	81	27 503	107	2 012 467	133
	4	2 175 201	30	99 286	56	2 274 487	82	27 503	108	2 246 984	134
Sécurité publique											
Police	5	2 285 557	31		57	2 285 557	83		109	2 285 557	135
Sécurité incendie	6	754 996	32	123 425	58	878 421	84	39 969	110	838 452	136
Sécurité civile	7	9 128	33		59	9 128	85		111	9 128	137
Autres	8	11 742	34		60	11 742	86		112	11 742	138
	9	3 061 423	35	123 425	61	3 184 848	87	39 969	113	3 144 879	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 731 322	36	1 648 417	62	3 379 739	88	2 086	114	3 377 653	140
Enlèvement de la neige	11	1 259 273	37		63	1 259 273	89	14 745	115	1 244 528	141
Autres	12	123 509	38	21 718	64	145 227	90		116	145 227	142
Transport collectif	13	326 398	39		65	326 398	91		117	326 398	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	3 440 502	41	1 670 135	67	5 110 637	93	16 831	119	5 093 806	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	136 372	42	106 645	68	243 017	94		120	243 017	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	24 717	43		69	24 717	95		121	24 717	147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	605 207	46		72	605 207	98	1 879	124	603 328	150
Matières recyclables	21	242 142	47		73	242 142	99		125	242 142	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	370 557	50		76	370 557	102		128	370 557	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	1 378 995	52	106 645	78	1 485 640	104	1 879	130	1 483 761	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 161	172		187	4 161	202		217	4 161	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	4 161	175		190	4 161	205		220	4 161	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	529 029	176	7 781	191	536 810	206	85 316	221	451 494	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	5 176	178		193	5 176	208		223	5 176	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	534 205	180	7 781	195	541 986	210	85 316	225	456 670	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 652 717	181	321 699	196	1 974 416	211	224 991	226	1 749 425	241	102 072
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	579 079	182	36 622	197	615 701	212	16 426	227	599 275	242	1 684
Autres	168	84 264	183		198	84 264	213		228	84 264	243	11 393
	169	2 316 060	184	358 321	199	2 674 381	214	241 417	229	2 432 964	244	115 149
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	12 910 547	186	2 365 593	201	15 276 140	216	412 915	231	14 863 225	246	398 657

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 657 970	2 499 122
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 657 970	2 499 122

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 421 283	3 276 471
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 421 283	3 276 471
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	495 180	(41 982)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(49 460)
Activités d'investissement	6		(506 316)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(282 515)	(257 430)
Réserves financières et fonds réservés	8	(500 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	108 357	
	11	(178 978)	(855 188)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 242 305	2 421 283
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 073 505	1 026 425
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 073 505	1 026 425
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(257 430)	(210 350)
Activités d'investissement	17	(282 515)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	282 515	257 430
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(257 430)	47 080
Solde à la fin de l'exercice	22	816 075	1 073 505
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	927 683	1 939 064
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(915 645)
Solde redressé au début de l'exercice	25	927 683	1 023 419
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	132 925	143 963
Activités d'investissement	27	(636 773)	(239 699)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	500 000	
Financement des investissements en cours	29		
	30	(3 848)	(95 736)
Solde à la fin de l'exercice	31	923 835	927 683

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(78 145 )	(	49 916)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(78 145 )	(	49 916)
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement				
Frais d'assainissement des sites contaminés	39	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40	()	()
Utilisation du fonds général				
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	45 894 )	(	43 099)
	45	(45 894 )	(	43 099)
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	()	()
	48	(45 894 )	(	43 099)
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49			
	50	29 514		14 870
	51	29 514		14 870
Solde à la fin de l'exercice	52	(94 525 )	(	78 145)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	(1 149 886)		(3 586 929)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55	(1 149 886)		(3 586 929)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	56	3 191		2 437 043
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	(108 357)		
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59			
	60	(105 166)		2 437 043
Solde à la fin de l'exercice	61	(1 255 052)		(1 149 886)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	27 130 295		29 121 782
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	27 130 295		29 121 782
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement				
Excédent de fonctionnement affecté	65			
	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	549 654		(1 991 487)
Solde à la fin de l'exercice	68	27 679 949		27 130 295

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>087-03-15</u> 2	500 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 357 559	2	3	4	5 (45 000)	6	7 312 559
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 357 559	16	17	18	19 (45 000)	20	21 312 559

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() ()	() ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() ()	() ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() ()	() ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 3 □ 4 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 1 □ 0 □ 4 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 8 □ 5 □ 7 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 8 □ 2 □ 7 □ 5 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 8 □ 3 □ 4 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 9 □ 0 □ 6 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Recyclage	23,0000	4	
Ordure commerciale	250,0000	4	
Entretien d'aqueduc	,0250	1	
Règlement 406 - Aqueduc Phelan	,5304	7	ped de frontage
Règlement 406 - Aqueduc Phelan	,0059	7	ped de superficie
Règlement 578.2 - rue Alain et Galet	416,0300	4	
Règlement 578,3 - Lac Noel - Bassin # 1	260,4100	4	
Règlement 578.3 - Lac Noel - Bassin # 2	44,3500	4	
Règlement 578.4 - La Colombière	503,6200	4	
Règlement 578.6 - Mont-Castel	425,2900	4	
Règlement 578.7 - rue Fleur-de-Lys	481,9400	4	
Règlement 578.7 - rue Marguerite	481,9400	4	
Règlement 578.7 - rue des Roses	481,9400	4	
Règlement 584.1 - rue des Lacs	287,4800	4	
Règlement 584.3 - rue des Sarcelles	4,4298	7	mètre de frontage
Règlement 584.4 - rue Desjardins	450,4900	4	
Règlement 584.4 - rue des Patriotes	450,4900	4	
Règlement 584.5- rue du Roi, de la Reine	431,8200	4	
Règlement 584.6 - chemin Huot	296,3800	4	
Règlement 584.7 - rue de la Rive	343,6600	4	
Règlement 584.2 - rue du Cap	538,8200	4	
Règlement 617 - rue Sarcelles (3000m+)	336,9100	4	
Règlement 617 - rue Sarcelles (3000m-)	299,4800	4	
Règlement 620 - rue des Geais Bleus (1)	58,4700	4	
Règlement 620 - rue des Geais Bleus (2)	58,4700	4	
Règlement 621 - rue Phelan et Hautbois	140,5700	4	
Règlement 622 - rue Bédard	122,4700	4	
Règlement 623 - Boisé Vermont et Ernest	256,4300	4	
Règlement 631 - Prolong. aqueduc Phelan	67,4900	1	
Règlement 632 - Rue de la Sablonnière	3,6600	7	mètre de frontage

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 633 - Domaine Lebeau	3,9000	7	mètre de frontage
Règlement 634 - Rue de Rudolph	183,0800	4	
Règlement 639 - Rue Curé-Pressault (1)	48,1400	7	mètre de superficie
Règlement 639 - Rue Curé-Pressault (2)	5,0900	7	mètre de superficie

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	1 942 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	2 000
		22 <input type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 330, montée de l'Église
(no) (rue)
Saint-Colomban J5K 1A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 436-1453
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 436-5955
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Suzanne Rainville

Téléphone (450) 436-1453
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 436-5955
(ind. rég.) (numéro)

Courriel srainville@st-colomban.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 3-4-255, rue de Martigny Ouest
(no) (rue)
Saint-Jérôme J7Y 2G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 432-8625
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 432-8868
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cmillette@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Catherine Millette, CPA auditrice CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Suzanne Rainville , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Colomban pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Colomban .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Colomban consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Colomban détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 154 285 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8879 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-06 17:20:38

Date de transmission au Ministère : 2016/06/16

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Colomban

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	14 401 079	15 078 140	15 206 667	411 457	15 349 769
Investissement	2	418 512		455 978	51 302	504 327
	3	14 819 591	15 078 140	15 662 645	462 759	15 854 096
Charges	4	15 306 106	13 528 590	15 674 797	296 322	15 699 811
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(486 515)	1 549 550	(12 152)	166 437	154 285
Moins : revenus d'investissement	6	(418 512)	()	(455 978)	(51 302)	(504 327)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(905 027)	1 549 550	(468 130)	115 135	(350 042)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	2 214 644		2 365 593	17 104	2 382 697
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 016				
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 234 054)	(1 591 150)	(1 387 671)	(74 801)	(1 462 472)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(269 488)	(65 600)	(155 496)	(15 132)	(173 581)
Excédent (déficit) accumulé	12	149 881	107 200	140 884	177	141 061
Autres éléments de conciliation	13	1 046				
	14	863 045	(1 549 550)	963 310	(72 652)	887 705
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(41 982)		495 180	42 483	537 663

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	4 185 818	3 048 647	3 104 852
Autres	2	4 470 325	3 916 975	4 491 730
	3	8 656 143	6 965 622	8 657 381
Passifs				
Dette à long terme	4	14 792 200	14 602 500	16 423 010
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	5 025 371	3 874 061	4 002 661
	7	19 817 571	18 476 561	20 425 671
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(11 161 428)	(11 510 939)	(13 391 248)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	41 013 253	41 305 635	41 819 231
Autres	10	472 910	517 891	2 448 007
	11	41 486 163	41 823 526	44 267 238
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	2 421 283	2 242 305	2 222 211
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 073 505	816 075	818 719
Réserves financières et fonds réservés	14	927 683	923 835	949 907
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	78 145 ) (	94 525 ) (	94 525) (
Financement des investissements en cours	16	(1 149 886)	(1 255 052)	(1 317 636)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	27 130 295	27 679 949	28 297 314
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	30 324 735	30 312 587	30 875 990

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Réseau routier	20	816 075	816 075
- Budget 2015	21		257 430
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	816 075	1 073 505
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	2 644	(59 935)
	31	818 719	1 013 570
Réserves financières	32	52 719	61 733
Fonds réservés	33	897 188	892 200
	34	1 768 626	1 967 503

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	11 617 955	11 953 100	12 506 518	12 484 273
Compensations tenant lieu de taxes	2	144 014	114 060	100 505	100 505
Quotes-parts	3				
Transferts	4	758 931	686 160	722 495	731 993
Services rendus	5	354 507	645 190	412 915	566 626
Autres	6	1 525 672	1 679 630	1 464 234	1 466 372
	7	14 401 079	15 078 140	15 206 667	15 349 769
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	105 787		28 511	64 522
Autres	11	312 725		427 467	439 805
	12	418 512		455 978	504 327
	13	14 819 591	15 078 140	15 662 645	15 854 096

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	191 350	191 340		191 340	165 531
Autres	2	1 918 450	1 983 861	99 286	2 083 147	2 206 577
Sécurité publique						
Police	3	2 424 240	2 285 557		2 285 557	2 203 866
Sécurité incendie	4	743 860	754 996	123 425	878 421	879 054
Autres	5	27 760	20 870		20 870	23 576
Transport						
Réseau routier	6	3 325 110	3 114 104	1 670 135	4 784 239	5 040 387
Transport collectif	7	326 400	326 398		326 398	269 644
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	143 210	161 089	106 645	267 734	255 756
Matières résiduelles	10	880 560	847 349		847 349	814 916
Autres	11	415 050	370 557		370 557	102 047
Santé et bien-être	12	4 500	4 161		4 161	4 154
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	496 980	529 029	7 781	536 810	568 056
Promotion et développement économique	14	30 000	5 176		5 176	7 088
Autres	15					1 046
Loisirs et culture	16	2 147 620	2 316 060	358 321	2 674 381	2 485 672
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	453 500	398 657		398 657	524 149
Amortissement des immobilisations	19		2 365 593	(2 365 593)		
	20	13 528 590	15 674 797		15 674 797	15 551 519

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3